


# La quadrature du cercle

Qui peut changer le système ?



DIAPASON · S19-26

## La quadrature du cercle

Qui peut changer le système ?

LE VERROU MENTAL

**Le verrou mental se fissure lorsque l'intouchable devient justiciable.**

- 1 NOMMER**  
Captation, emprise, spoliation, impunité.
- 2 PROUVER**  
Documenter, organiser, montrer ce qui change.
- 3 JUGER**  
L'intouchable redevient un justiciable.

**L'espoir ne naît pas d'une promesse. Il naît d'une preuve.**

S19-26 · La quadrature du cercle

Il y a des articles qui ouvrent une discussion. D'autres qui retirent un couvercle. Le précédent texte de Diapason sur le syndrome de Stockholm malgache<sup>1</sup> appartient à cette seconde catégorie. Son écho, au-delà des chiffres d'audience, dit autre chose qu'un simple succès de lecture. Beaucoup n'y ont pas découvert une idée nouvelle. Ils y ont reconnu une sensation ancienne : celle d'un pays qui sait confusément qu'il est tenu, orienté, capturé, mais qui continue parfois à chercher auprès du système même qui l'étouffe une forme de sécurité, de reconnaissance ou de protection.

Nommer cela n'était pas un exercice de style. C'était une première rupture. Une domination reste d'autant plus solide qu'elle n'a pas de nom. Tant que l'on parle seulement de pauvreté, de malchance, de mauvaise gouvernance ou de fatalité, le mécanisme central demeure flou. À partir du moment où l'on parle d'emprise, de captation, de dépendance organisée et de verrouillage, le réel change de forme. Il devient plus difficile à maquiller.

Mais une fois le mot posé, une autre question surgit. Elle est plus rude, plus concrète, plus dérangeante. Si le syndrome existe, si l'emprise est réelle, alors il faut regarder l'impasse en face : qui peut changer le système ?

## Le pays pris dans son propre nœud

Madagascar est souvent présenté comme un pays pauvre. C'est vrai, mais cela ne suffit pas. La pauvreté n'est pas seulement un niveau de revenu. Elle devient un mode d'organisation sociale lorsqu'elle enferme une large partie de la population dans l'urgence permanente. La Banque mondiale estimait encore récemment que la pauvreté restait proche de 80 % au seuil

<sup>1</sup> <https://www.diapason.mg/le-syndrome-de-stockholm-malgache/>

international de 2,15 dollars par jour. Mais le problème va au-delà du chiffre : un pays ne se transforme pas lorsque l'essentiel de son énergie collective est absorbé par la survie quotidienne<sup>2</sup>.

Le cadrage des **92 %**, **7,9 %** et **0,1 %** n'est pas une statistique officielle, mais une grille de lecture politique. Il rend visible l'architecture du verrouillage : une majorité absorbée par la survie, une zone intermédiaire dépendante, et un sommet minuscule qui concentre les leviers de richesse, de décision et d'influence.

La majorité vit dans l'informel, la débrouille, le petit commerce, l'agriculture de subsistance, les services précaires, les transports improvisés, tous ces métiers qui tiennent une famille un jour de plus. Elle peut se mettre en colère, descendre dans la rue, dire non. Mais elle ne peut pas, seule, construire une stratégie longue, financer des outils, protéger des lanceurs d'alerte, documenter les circuits, organiser des recours et tenir dans la durée. Quand le riz manque, quand le délestage ruine une journée de travail, quand le trajet coûte trop cher, la priorité n'est pas la théorie du changement. C'est le repas du soir<sup>3</sup>.

Au sommet, le **0,1 %** symbolise les acteurs qui contrôlent ou influencent l'accès à l'État, aux marchés, aux autorisations, aux importations, aux ressources, aux financements, parfois aux médias et aux partis. Entre les deux, les **7,9 %** voient souvent le verrouillage, mais en dépendent aussi : un salaire, un contrat, une commande, une protection, un agrément, une sous-traitance, un poste. Comprendre le système est une chose. Risquer de perdre sa place en est une autre<sup>4</sup>.

## La quadrature du cercle

Le piège est là : ceux qui subissent le plus n'ont pas les moyens d'agir seuls ; ceux qui pourraient agir dépendent souvent du système ; ceux qui contrôlent le système n'ont aucun intérêt à le transformer. C'est la quadrature du cercle malgache.

On peut appeler le peuple à se réveiller, mais il est déjà debout : il cherche de l'eau, recharge son téléphone quand l'électricité revient, vend, répare, transporte, négocie, emprunte, rembourse, recommence. On peut appeler les élites à la responsabilité, mais une partie prospère précisément parce que l'irresponsabilité est rentable. On peut appeler la jeunesse ou la diaspora à sauver le pays, mais l'énergie sans organisation se récupère, et aucun pays ne se transforme durablement par procuration.

Il faut donc déplacer la question. Non pas : qui va sauver Madagascar ? Mais : comment créer des prises concrètes dans une société verrouillée ? C'est ici que commence l'ingénierie civique : non pas promettre le grand soir, mais construire des gestes, des réseaux et des preuves capables de rendre le système moins indispensable.

---

<sup>2</sup> <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099703304212517450>

<sup>3</sup> <https://documents1.worldbank.org/curated/en/699781575279412305/pdf/Madagascar-Country-Economic-Memorandum-Scaling-Success-Building-a-Resilient-Economy.pdf>

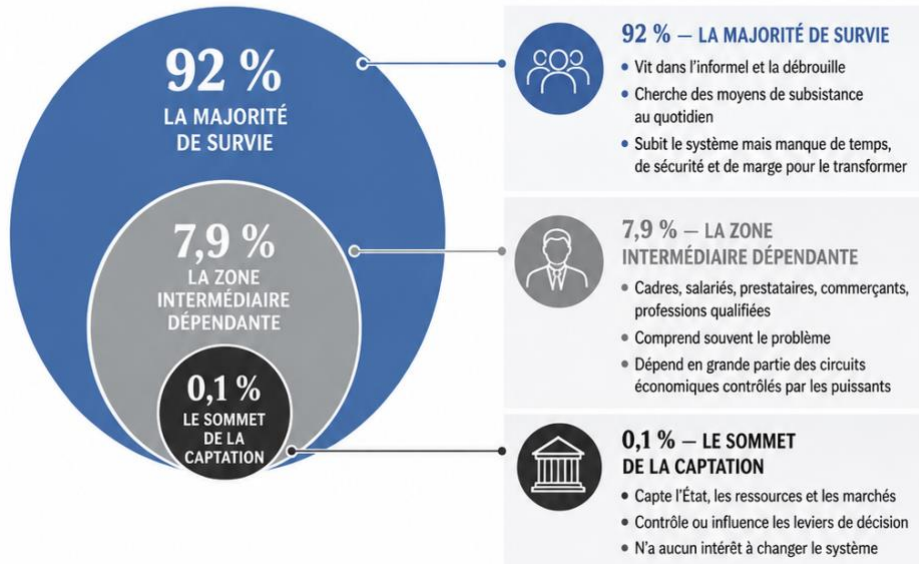
<sup>4</sup> <https://documents1.worldbank.org/curated/en/551231652117328109/pdf/Madagascar-Systematic-Country-Diagnostic-The-Urgency-of-Reforms-Structural-Transformation-and-Better-Governance-at-the-Heart-of-the-Strategy-to-Reduce-Poverty.pdf>

# La quadrature du cercle

92 % / 7,9 % / 0,1 % : une grille de lecture politique du verrouillage social



Le cadrage des 92 %, 7,9 % et 0,1 % n'est pas une statistique officielle. C'est une grille de lecture politique. Elle dit le fonctionnement réel d'une société.



## Pourquoi est-ce la quadrature du cercle ?



**1** Ceux qui subissent le plus n'ont pas les moyens d'agir seuls



**2** Ceux qui pourraient agir dépendent souvent du système



**3** Ceux qui contrôlent le système n'ont aucun intérêt à le transformer



### Ce que cela implique

Le changement ne viendra ni d'une majorité épuisée, ni d'une élite capturée. Il suppose une ingénierie civique : des réseaux de confiance, des preuves visibles, des circuits concrets et des exemples qui rendent l'inacceptable de plus en plus inacceptable.



L'espoir naît de la preuve.

## Ne pas se tromper de sortie

Les faux remèdes commencent souvent par une promesse de simplicité. Les outils numériques, les plateformes, les paiements par téléphone et les circuits rapides donnent une impression de libération. Ils réduisent certaines distances, contournent parfois un guichet, fluidifient des usages. Mais ils ne sont pas neutres. Si les rails, les frais, les données, les commissions et les points de passage restent contrôlés par les mêmes groupes dominants, la dépendance ne disparaît pas. Elle change de visage.

**Changer de guichet ne signifie pas changer de système.** Le sujet n'est donc pas de rejeter les outils modernes, mais de cesser de les confondre avec l'autonomie. Le téléphone peut aider, l'application peut accélérer, le paiement numérique peut fluidifier. Mais la vraie question reste



la même : qui contrôle la circulation de l'argent, de l'information, de la confiance et de la preuve ?

La sortie ne viendra donc pas d'un outil miracle, mais d'une capacité collective à organiser autrement la confiance, la preuve et l'action.

## De la lucidité à l'ingénierie civique

L'ingénierie civique n'est pas une manipulation. C'est l'inverse : une manière de redonner des prises à une société habituée à l'impuissance. Elle transforme la frustration en méthode par des gestes simples, visibles, répétés : documenter un abus, publier l'usage d'une caisse, organiser un achat groupé, traduire le droit en langage clair, suivre une affaire jusqu'au bout, financer une preuve locale plutôt qu'un discours lointain.

Rien de spectaculaire, mais c'est souvent ainsi qu'un système commence à perdre : non par une proclamation, mais par des pratiques qui retirent peu à peu à l'emprise son pouvoir d'intimidation. Le changement ne vient alors ni d'une majorité épuisée, ni d'une élite capturée, ni d'une promesse institutionnelle de plus. Il vient d'une minorité utile, organisée, capable de produire des preuves concrètes pour la majorité.

## La minorité utile

Cette minorité existe déjà par fragments : enseignants, juristes, journalistes, techniciens, entrepreneurs non alignés, fonctionnaires intègres, associations, diaspora, jeunes structurés. Son problème n'est pas l'absence de conscience, mais l'isolement. Chacun voit une partie du mur, peu savent relier les fissures. Sa mission n'est donc pas de parler au nom du peuple, mais de produire des exemples utiles : un circuit court qui fonctionne, un abus documenté, une caisse transparente, une information vérifiée, une petite victoire copiée ailleurs.

La société ne croira pas au changement parce qu'on lui demande d'y croire. Elle y croira lorsqu'elle verra que quelque chose change déjà. C'est là que commence le basculement : quand la preuve remplace la promesse, quand l'exemple remplace le discours, quand l'inacceptable cesse d'être une fatalité et devient une anomalie.

## Le verrou mental

Le vrai point d'orgue est là. Le système tient par l'argent, les réseaux, les autorisations, la peur. Mais il tient aussi par une idée simple, répétée jusqu'à devenir une évidence : rien ne changera jamais. Les puissants gagnent toujours. Les intouchables restent intouchables. Celui qui parle sera puni. Celui qui tente sera isolé. Celui qui vole beaucoup finira protégé, décoré ou recyclé.

Ce verrou mental se transmet dans les phrases du quotidien : « Aza miteny », ne parle pas ; « Tsy misy azo atao », on ne peut rien faire ; « Izay no fiainana », c'est la vie. Dans ces formules ordinaires, tout un système se reproduit. La domination n'a plus besoin de se justifier. Elle devient une habitude.

Nommer les choses sert donc à cela : rendre l'habitude inacceptable. Au début, on accepte parce que tout le monde accepte. Puis un mot apparaît : captation, emprise, spoliation, impunité, verrouillage. Ce qui paraissait normal devient suspect, puis choquant, puis insupportable. Une

société bascule rarement d'un coup. Elle change quand des individus cessent, chacun à leur niveau, de trouver normal ce qui les détruit.

## La justice comme preuve

Dans ce chemin, la justice peut jouer un rôle décisif. Non comme slogan, non comme revanche, encore moins comme désignation communautaire. Une communauté ne se juge pas. Des actes se jugent. Des montages se jugent. Des complicités se jugent. Des spoliations se jugent. Mais dans un pays où l'impunité semble parfois être la Constitution invisible, voir un acteur réputé intouchable être jugé, condamné et privé du bénéfice de sa spoliation aurait une portée immense.

L'effet ne serait pas seulement juridique. Il serait psychologique. **L'intouchable deviendrait justiciable.** Les autres oligarques ne deviendraient pas soudain vertueux, mais ils sauraient que certaines méthodes ont désormais un coût. Le peuple, lui, verrait que la peur peut changer de camp. C'est peut-être la preuve la plus puissante qu'un système peut commencer à perdre.

L'espoir ne naît pas d'une promesse. Il naît d'une preuve. Une condamnation réelle, un abus documenté, un circuit qui fonctionne, une caisse transparente, une vérité qui sort : autant de faits modestes ou puissants qui disent la même chose au citoyen ordinaire : le système n'est pas invincible.

## Quand l'espoir devient raisonnable

La quadrature du cercle ne se résoudra pas vite. Une société où la majorité survit, où la zone intermédiaire dépend et où une minorité capte ne se transforme pas par décret. Mais elle peut commencer à se fissurer quand les mots deviennent précis, quand les preuves circulent, quand les petits réseaux tiennent, quand les citoyens cessent de confondre modernité et autonomie, quand des exemples se multiplient, quand l'intouchable devient justiciable.

Alors l'espoir redevient raisonnable. Non pas l'espoir naïf des campagnes et des promesses, mais l'espoir robuste qui naît d'un fait : une victoire locale, un dossier qui avance, une vérité qui sort, un circuit qui fonctionne, une condamnation qui tombe. Madagascar n'a pas seulement besoin de croire au changement. Il a besoin de le voir.

Le premier changement commence peut-être là : le jour où ce qui paraissait supportable devient inacceptable pour l'individu, puis pour le voisin, puis pour le quartier, puis pour le pays. La quadrature du cercle n'est pas une fatalité. C'est le nom du problème. Nommer le problème, déjà, c'est commencer à lui retirer son pouvoir. Mais seule la preuve transforme ce commencement en espoir.

## Sources et traçabilité

Cet article s'appuie sur une grille d'analyse politique construite par Diapason à partir du corpus S18-26 sur le syndrome de Stockholm malgache, des échanges préparatoires à S19-26 et de plusieurs sources institutionnelles permettant de documenter le contexte économique, social et institutionnel de Madagascar.

Le cadrage **92 % / 7,9 % / 0,1 %** n'est pas une statistique officielle. Il constitue une représentation analytique du verrouillage social : une majorité absorbée par la survie quotidienne, une zone intermédiaire dépendante



des circuits économiques dominants, et un sommet restreint concentrant les leviers de décision, d'influence et de captation.

Les données de contexte sur la pauvreté s'appuient notamment sur les publications récentes de la Banque mondiale, qui estime que la pauvreté à Madagascar reste proche de 80 % au seuil international de 2,15 dollars par jour.

La dimension informelle de l'économie est éclairée par le **Madagascar Country Economic Memorandum** de la Banque mondiale, qui relevait une part de population engagée dans l'informel estimée à environ 93 % en 2012.

L'analyse de la captation s'appuie sur le **Systematic Country Diagnostic** de la Banque mondiale, qui décrit les phénomènes de capture de l'État et de capture par les élites comme des mécanismes par lesquels des acteurs interconnectés orientent les ressources, les politiques ou leur mise en œuvre au détriment des groupes moins influents.

Le contexte de corruption est documenté par **Transparency International**, dont l'indice de perception de la corruption 2025 attribue à Madagascar un score de 25 et un rang de 148 sur 182 pays et territoires.

Les notions d'emprise, de verrou mental, d'ingénierie civique, de minorité utile et de justice comme preuve relèvent de l'analyse éditoriale de Diapason. Elles visent à qualifier une dynamique sociale et politique, non à produire une catégorisation statistique exhaustive.

**Rédaction - Diapason**

